

COMMUNIQUE ROMEUROPE

Septembre 2007

Européens mais pauvres, donc indésirables.

La stratégie n'a pas mis longtemps à se mettre en place. Moins de six mois après que la Roumanie et la Bulgarie aient rejoint l'Union Européenne, les Roms originaires de ces pays sont pourchassés, arrêtés et se voient remettre des « OQTF », obligations à quitter le territoire français assorties, en cas de non exécution, de menaces d'amendes élevées et peines de prison.

« Il ressort de l'examen de la situation que l'intéressé ne dispose pas de ressources suffisantes... ». Le motif est pré-imprimé, il s'agit bien d'une présomption de culpabilité de pauvreté, la date d'entrée n'est pas précisée ou indéterminée, la justice est expéditive.

L'important n'est-il pas de faire du chiffre et de pouvoir annoncer un nombre de reconduites à la frontière conforme aux objectifs ?

Les Roms sont une proie facile pour ce genre d'opération. Là où ils sont, ils dérangent. Exclus de l'accès à des logements ou hébergements, ils constituent pour l'essentiel la population des bidonvilles. Les municipalités qui recherchent des solutions humanitaires sont l'exception. Les autres poursuivent un seul but, qu'ils soient chassés de leur territoire, pour la satisfaction de la majorité de leurs électeurs.

La méconnaissance des Roms, de leur culture, de leurs valeurs familiales, de leur potentiel d'adaptation est en effet partagée par la majorité des français qu'ils soient simples citoyens, ou élus, ou amenés à intervenir du fait de leurs fonctions dans l'administration ou la police.

S'ils ne sont pas musiciens, aucune qualité ne leur est accordée.

Actuellement les Roms originaires des pays de l'Europe centrale et orientale constituent une population complètement précarisée dont la pauvreté est la première caractéristique. Beaucoup qui n'ont bénéficié que de quelques années d'école, sans formation professionnelle n'arrivent plus à s'inscrire dans un marché du travail où leurs métiers traditionnels ont disparu. Stigmatisés par la population dominante, ils s'enfoncent dans l'exclusion.

Les plus audacieux tentent une migration vers l'ouest dans l'espoir d'y trouver quelques ressources pour faire vivre leur famille. Ils sont ainsi quelques milliers à venir en France, avec l'espoir d'un accueil conforme à celui réservé aux autres européens.

Mais ils y sont indésirables. Eu égard à leurs conditions de vie, on attendrait que des solutions soient recherchées pour les aider

C'est une urgence sociale européenne

Politique des oqtf est inhumaine et inefficace : en tant que citoyens européens ils ne peuvent sauf délit recevoir une interdiction de territoire donc ils n'ont qu'à passer la première frontière